Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire

Herausgeber: [s.n.]

Band: 17 (2010)

Heft: 3: Transferts de technologie = Technologietransfer

Buchbesprechung: Allgemeine Buchbesprechungen = Comptes rendus généraux

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Allgemeine Buchbesprechungen
Comptes rendus généraux

Roger Sablonier
Gründungszeit ohne Eidgenossen
Politik und Gesellschaft in der Innerschweiz um 1300

Hier + Jetzt, Baden 2008, 282 p., Fr. 48.–

En 2008, les éditions *Hier + Jetzt* ont publié une synthèse dédiée à l'histoire politique et sociale de la Suisse centrale vers 1300, soit l'époque de la fondation de la Confédération, laquelle, comme le postule le titre un peu provocateur, n'aurait pourtant pas connu de Confédérés… Cet ouvrage apparaît désormais comme une sorte de testament historiographique et scientifique de Roger Sablonier, professeur honoraire à l'Université de Zurich, décédé subitement en juin 2010. Il s'agit d'un volume relativement bref, de facture soignée, comportant quelques illustrations de qualité. Rejetant les notes en fin de volume, il s'adresse manifestement aussi bien à l'amateur cultivé qu'aux historiens professionnels. Reflet de la longue carrière universitaire de l'auteur, une attention particulière est accordée à l'analyse des sources documentaires, notamment les fameuses «chartes fédérales», dont de nombreux extraits sont présentés de façon très didactique, avec reproduction des originaux, transcription et traduction en allemand contemporain. Le volume est encore pourvu d'un glossaire et d'une liste de documents soumis à des examens scientifiques sophistiqués, comme la datation au carbone 14. Dans ce sens, ce livre, qui mériterait d'être traduit en français, pourra aussi être fort utile aux étudiants, pour autant que l'histoire du territoire suisse à l'époque médiévale fasse encore l'objet de recherches et d'enseignement dans les universités helvétiques…

Comme le reconnaît l'auteur lui-même, ne plus considérer 1291 comme étant la date de la fondation d'un Etat n'est pas vraiment nouveau. Il est désormais bien établi par la recherche historique que les prémices de l'ancienne Confédération ne remontent qu'au 17e siècle. Elles participent d'un processus de construction étatique dans lequel ce sont surtout des villes, essentiellement Zurich et Berne, qui ont joué un rôle déterminant. Cette époque, qui voit l'expulsion définitive des Habsbourg de la rive gauche du Rhin, est également celle de l'élaboration des mythes fondateurs *(Befreiungstradition)*, soit le serment du Grütli, l'histoire de Tell, l'incendie des châteaux et le soulèvement contre les Habsbourg. Bien que n'ayant à peu près aucun rapport avec la réalité de la fin du 13e siècle, cette représentation historique a eu un immense impact dans la culture politique suisse jusqu'à l'époque contemporaine, diffusée et popularisée par l'enseignement élémentaire et des manifestations patriotiques. La recherche historique ayant restitué cette tradition à son contexte spécifique de la fin du Moyen Age, la période des années 1300 en Suisse centrale est ainsi devenue une sorte de trou noir historiographique. Elle n'en reste pas moins digne d'intérêt pour une recherche historique effectuée dans une perspective comparatiste plutôt que téléologique, afin d'éviter les écueils d'une analyse qui considérerait la région vers 1300 comme devant nécessairement devenir le berceau de la Confédération et du *Sonderfall* helvétique. Le projet de l'auteur est donc d'écrire l'histoire de la

Suisse centrale vers 1300 en la considérant à l'aune des autres régions alpines et d'analyser les fameux pactes fédéraux, non pas à la lueur de leur fortune postérieure, mais de la production documentaire contemporaine.

Encadré par des parties introductives et conclusives, le propos s'articule en six chapitres. Les trois premiers brossent le cadre général de la région à l'époque de la date fatidique de 1300. Le premier traite de l'aristocratie et des mutations que connaissent alors les pouvoirs seigneuriaux; le deuxième des relations souvent tendues entre monastères et communautés paysannes, en particulier les nombreux conflits qui surgissent pour l'usage des zones de confins (par exemple le fameux *Marchenstreit* qui opposa les habitants de Schwytz à l'abbaye d'Einsiedeln); enfin, le troisième étudie les liens qui se développent alors, non seulement avec les villes du Plateau (Lucerne et surtout Zurich), mais aussi avec le versant méridional des Alpes, notamment avec la question, très connotée dans l'historiographie, de l'ouverture du passage du Gotthard. Les trois chapitres suivants affrontent les problèmes, tout à la fois institutionnels, politiques et documentaires, qui ont pendant longtemps été au cœur des études sur la fondation de la Confédération suisse: l'avouerie impériale et les privilèges octroyés aux Waldstätten, la «bataille» de Morgarten et le pacte de 1315, et enfin, la véritable signification de la fameuse charte de 1291.

Cette synthèse intègre un certain nombre d'acquis de la recherche récente, qui portent notamment sur l'évolution de la noblesse à la fin du Moyen Age, le devenir des sociétés alpines au début du 14e siècle ou encore la place de l'écrit dans la société médiévale. Il est désormais établi que les chartes médiévales ne sont pas seulement des actes juridiques mais qu'elles sont aussi des constructions symboliques. Parfois élaborés a posteriori pour réactualiser des rapports de droit et justifier de nouvelles situations politiques, les documents médiévaux ne sont pas nécessairement des relations descriptives et contemporaines d'événements ou d'actions juridiques.

Dans cette perspective, l'auteur fournit ainsi une analyse détaillée de la charte de 1291, en mettant en évidence les particularités de ce document qui fut pendant longtemps oublié et dont la fortune, historiographique et patriotique, ne remonte qu'à la fin de l'Ancien Régime, voire au 19e siècle. Il rappelle d'abord quelques évidences qu'une lecture attentive du document fait rapidement émerger: le texte ne comporte aucune notion de liberté, de résistance ou de fondation d'une communauté politique et il ne fait par ailleurs aucune allusion aux Habsbourg. Le pacte est en fait une paix territoriale *(Landfriede)* conclue par les élites régionales, selon une pratique alors assez répandue dans cette partie de l'Empire. Les éléments qui renvoient à l'exercice du pouvoir seigneurial sont aussi nombreux, si ce n'est davantage, que les allusions à une quelconque autonomie politique des communautés rurales. L'auteur dépasse ensuite cette lecture, plutôt classique pour les historiens mais peu diffusée dans le grand public, et soumet la charte à une critique diplomatique serrée, aussi bien interne (contenu, formulaire, datation) qu'externe (sceaux, parchemin) et il reconstruit sa tradition documentaire complexe. Intégrant la datation du parchemin (vers 1260–1312) au carbone 14 établie par les laboratoires de l'EPFZ, mais aussi une analyse du contexte politique local (la succession de la seigneurie de Rapperswil) ou international (l'élection au trône impérial de Henri VII de Luxembourg), il conclut à une construction établie à partir d'éléments divers. Le document est un acte refait *(Nachherstellung)*, vraisemblablement durant le premier quart du 14e siècle, peut-être

vers 1309, mais rétrodaté au début du mois d'août 1291. La date choisie a effectivement un rapport avec le décès en juillet de Rodolphe de Habsbourg, mais c'est assez banalement parce qu'il constituait un repère chronologique précis qui était resté dans les mémoires.

L'intérêt de l'ouvrage ne se réduit bien sûr pas à cette analyse de la charte datée de 1291, même si c'est cet aspect qui a pour le moment retenu le plus l'attention. L'insistance mise par R. Sablonier à démontrer, en recourant même pour cela à la caution scientifique d'une datation de laboratoire, que le berceau de la Suisse, comprise comme construction étatique durable, ne peut pas être situé en Suisse centrale dans les années 1300 peut sembler à première vue déconcertante. A la réflexion, cette démonstration n'est certainement pas superflue, si l'on considère combien les conclusions de la recherche historique ont de la peine à s'imposer, notamment quand il s'agit de sujets si connotés politiquement. Débarrassée de sa vocation de berceau de la Confédération dont on l'a chargée, la Suisse centrale des années 1300 étudiée par R. Sablonier n'en reste pas moins digne d'intérêt, notamment dans le cadre des recherches actuelles, menées en Suisse ou à l'étranger, qui portent sur la persistante vitalité de la noblesse, l'efficacité de l'encadrement seigneurial, l'essor des pouvoirs princiers ou encore les rapports complexes de la société médiévale avec l'écrit.

Bernard Andenmatten (Lausanne)

Peter Niederhäuser (Hg.)
Die Habsburger zwischen Aare und Bodensee
Mitteilungen der Antiquarischen Gesellschaft in Zürich, Bd. 77; Neujahrsblatt der Antiquarischen Gesellschaft in Zürich, Bd. 174
Chronos, Zürich 2010, 254 S., 90 Abb., Fr. 58.–

Das Habsburger-Gedenkjahr 2008, in welchem vor allem im Aargau an die Ersterwähnung der Habsburg 1108 und an die Ermordung König Albrechts I. 1308 bei Windisch erinnert wurde, gab den Anstoss für eine Neubewertung der habsburgischen Herrschaft in ihren Stammlanden. Ein von Peter Niederhäuser herausgegebener Sammelband zur Geschichte der Habsburger zwischen Aare und Bodensee nimmt den Zeitraum vom 13. bis 16. Jahrhundert in den Blick. Er will Bausteine einer habsburgischen Geschichte der Schweiz bieten, ja das Bild einer «habsburgischen» Schweiz, so die Formulierung des Herausgebers, entwerfen.

Die ältere eidgenössische Forschung hatte die habsburgisch-eidgenössische Geschichte des Spätmittelalters aus Innerschweizer Perspektive gezeichnet und nationalen Deutungsmustern unterworfen. Sie sah das Spätmittelalter als abgeschlossene Formierungsphase der Eidgenossenschaft an und ging von einer Gegnerschaft aus, die als Erbfeindschaft gezeichnet wurde: Erst in Abgrenzung zu Habsburg konnte die Schweiz entstehen. Die neuere Forschung hat hingegen die Habsburger als Teil der Geschichte der heutigen Deutschschweiz etabliert, indem sie die Beziehungen und Verbindungen zwischen den Eidgenossen und den Habsburgern ins Zentrum stellte und deutlich machte, dass es keine klare Frontstellung gegeben habe. Allerdings wurde das 14. und 15. Jahrhundert weiterhin als entscheidende Phase für die Ausbildung von vormoderner Staatlichkeit und eidgenössischer Identität ver-

standen. Dies habe sich insbesondere im 15. Jahrhundert bei der Konstruktion von Helden- und Schlachtenbildern gezeigt, die als Feindbilder eine Grundsubstanz eidgenössischer Identität gebildet hätten.

Der Sammelband repräsentiert die Ergebnisse einer neuen Generation von Forscherinnen und Forschern, die auf den Deutungen von Guy Marchal, Roger Sablonier oder Bernhard Stettler aufbaut, aber andere und neue Akzente setzt. Abgesehen von den beiden einleitenden Artikeln sind die Aufsätze in drei Themenbereiche gruppiert. Sechs Beiträge widmen sich der Herrschaftsausübung und analysieren Formen und Symbole von Herrschaft. Fünf Aufsätze beschäftigen sich unter dem Titel «Adel» mit den Fürsten und den Gefolgsleuten, drei Studien haben spätmittelalterliche Erinnerungskulturen zum Thema. Eine Sektion zu den Aussenbeziehungen der Akteure wäre noch wünschenswert gewesen. Der Sammelband ist mit zahlreichen, zum Teil farbigen Abbildungen reichhaltig ausgestattet. Insbesondere die Vielzahl an hervorragenden Karten, Stammtafeln und Schaubildern wird eine häufige und lange Benutzung des Bands zur Folge haben. Ein Register fehlt.

Der erste Themenbereich der Herrschaftsausübung wird durch zwei Beiträge kontextualisiert: Durch eine Übersichtsdarstellung zum Verhältnis von Habsburgern und Eidgenossen (Bruno Meier) und durch eine Studie zur Etablierung der habsburgischen Vorrangstellung unter König Rudolf von Habsburg im 13. Jahrhundert, was am Beispiel der erfolgreichen Verdrängung der Bischöfe von Konstanz vorgeführt wird (Harald Derschka). Vier Aufsätze diskutieren Beispiele für die Herrschaftsausübung der Habsburger und die Struktur der habsburgischen Landesherrschaft im 14. und 15. Jahrhundert, sie gelten dem Burgenbau (Werner Wild), der Münzprägung und der Münzpolitik (Benedikt Zäch), dem fürstlichen Itinerar und der Reiseherrschaft (Christian Sieber) sowie dem Archiv als Herrschaftsinstrument (Roland Gerber). Die vier Falluntersuchungen erweitern die älteren Studien Marchals zur Pfandschaftspolitik und Sabloniers Forschung zur Schriftlichkeit. Es zeigt sich, welch grosses Arsenal an unterschiedlichen Herrschaftsinstrumenten, die von den Habsburgern intensiv genutzt wurden, in dem herrschaftlich sehr disparaten Umfeld zur Verfügung stand. Neben der Vielgestaltigkeit der Herrschaftspraxis und der Flexibilität der Herrschaftspolitik wird neben ihrer grossen Aktivität auch die hohe Innovationsbereitschaft der Fürsten deutlich, die es immer wieder verstanden, ihre Methoden an unterschiedliche regionale Bedürfnisse und Interessenskonstellationen anzupassen.

In der Sektion zum Thema Adel werden zuerst aus der Perspektive der Dynastie zwei herausragende Beispiele betrachtet, wenn Rudolf IV. (Alois Niederstätter) und Kaiser Maximilian (Manfred Hollegger) und deren Verbindungen zur Schweiz beschrieben werden. Dem Verhältnis von Fürsten und Adel sind drei Studien gewidmet: Am Beginn steht eine das ganze Spätmittelalter erschliessende Übersichtsdarstellung, die insbesondere das Handeln von ostschweizerischen Adelsfamilien gegenüber der Herrschaft in den Blick nimmt (Peter Niederhäuser). Fallstudien gelten den Schenken und Truchsessen von Habsburg zwischen den Linien Habsburg und Habsburg-Laufenburg im 13. Jahrhundert (Andre Gutmann) und dem Diplomaten Hans Lanz von Liebenfels (um 1430–1501) (Nathalie Kolb Beck). Diese beziehungsgeschichtlichen Studien beleuchten das Verhalten der habsburgischen Gefolgsleute, sie arbeiten die aktive Nutzung ihrer Stellung und ihrer Handlungsspielräume heraus, die Karrieremöglichkeiten durch Dienst oder den Erwerb von Lehen und Pfandschaften be-

sassen. Insgesamt zeigt sich eine Zunahme von Pfand- und Lehensnehmern auf immer breiterer sozialer Basis. Auffällig ist aber, dass die Familien oft nur für kurze Zeit im habsburgischen Umfeld fassbar sind und selten länger der Spitzengruppe angehörten, sondern ein stetiger Wechsel zwischen Nähe und Distanz zu beobachten ist und stets Beziehungen zu anderen Herrschaftsträgern neben den Habsburgern hergestellt wurden. Die Beiträge belegen, dass die habsburgische Gefolgschaft keine abgeschlossene und homogene Gruppe war, sondern einer grossen Dynamik unterlag.

Der Erinnerungskultur gilt der dritte Themenbereich. Die Studien fragen nach der Rolle des Klosters Königsfelden für die habsburgische Herrschaft (Claudia Moddelmog), vergleichen das Totengedenken der Habsburger und der Eidgenossen am Beispiel Sempachs (Rainer Hugener) oder umreissen die Erinnerungspraxis der Herren von Hallwyl (Martina Huggel). Die Formung und der Umgang mit Erinnerung weist ein hohes Mass an Variabilität auf, das Gedächtnis veränderte sich beständig. Ebenfalls in den Blick kommen konkurrierende und sich überschneidende Erinnerungskulturen, die zu Gegenerinnerungen führen konnten. Die vielschichtigen Memorialkonstruktionen waren oftmals mehrdeutig und erlaubten unterschiedliche Formen an Reaktionen.

Die Beiträge des Sammelbandes setzen neue Akzente durch die Analyse der Herrschaftspraxis der habsburgischen Landesherrschaft, der Rolle des Adels und der kleineren Städte sowie der Erinnerungskultur nicht nur der Eidgenossen, sondern auch der Habsburger und ihrer Anhänger. In allen Bereichen zeigt sich, dass die Dynamik sehr viel grösser war, als bislang angenommen. Diese neuen Forschungen relativieren das bisherige, viel zu statische Bild vom Verhältnis der Habsburger und der Eidgenossen. Im Gegensatz zu bisherigen Deutungen wird die Brüchigkeit von Identitäten und die Offenheit der Entwicklungen in der «habsburgischen» Schweiz des Spätmittelalters deutlich. Der Sammelband entwickelt ein neues «dynamisches» Bild von der Geschichte der Habsburger und der Eidgenossen.

Andreas Bihrer (Freiburg)

Hans Jakob Ritter
Psychiatrie und Eugenik
Zur Ausprägung eugenischer Denk- und Handlungsmuster in der schweizerischen Psychiatrie, 1850–1950

Chronos, Zürich 2009, 440 S., Fr. 58.–

Die Dissertation von Hans Jakob Ritter knüpft an seit Mitte der 1990er-Jahre innerhalb der Psychiatriegeschichte neu entwickelte Forschungsansätze an, welche die Etablierung der psychiatrischen Disziplin im Zusammenhang mit staatlicher Sozialpolitik und der Herausbildung eugenischer Denk- und Handlungsmuster zu analysieren versuchen. In diesem Forschungskontext geht Ritters Dissertation der Wechselwirkung zwischen schweizerischer Psychiatrie und Eugenik nach und setzt sich von einer bisher vorwiegend von Fachvertretern betriebenen Fachgeschichte ab, welche die Koexistenz und Beharrlichkeit von unterschiedlichen Ansätzen im Umgang mit psychisch Kranken betonte und in diesem Zusammenhang eugenische Praktiken tendenziell ausblendete. Im Kontrast hierzu möchte Ritters Arbeit darlegen, wie eugenisch motivierte psychiatrische Praktiken sich vielmehr parallel zu reformerischen Konzepten etablierten. Zwar betont Ritter als ein Hauptergebnis seiner Untersuchung, dass die Eugenik schweizerischer Prägung im Gegensatz zu ihrer nationalsozialistischen Form weniger auf einen biologischen Rassismus ausgerichtet war und sich an administrative Verfahren,

medizinisch-psychiatrische Praktiken und Vorstellungen anschloss, «die mit der bürgerlich-liberalen Auffassung von Demokratie und Rechtsstaatlichkeit zu vereinbaren waren». (353) Allerdings hebt er hervor, dass gerade eugenische Diskurse und Praktiken einen grundlegenden Beitrag zur Etablierung und Professionalisierung schweizerischer Psychiatrie leisteten. Im europäischen Vergleich übernahm die schweizerische Psychiatrie eine Vorreiterrolle in der Propagierung und Durchführung von eugenischen Massnahmen. Die Radikalisierungstendenz eugenischer Konzepte in der Geburten- und Bevölkerungskontrolle blieb allerdings stets beschränkt. Auch wenn Schweizer Psychiater eugenische Massnahmen bei Geisteskranken und Geistesschwachen befürworteten, lehnten sie Zwangsgesetze ab und distanzierten sich deutlich von der nationalsozialistischen Politik der Erb- und Rassenpflege.

Nach einer ausführlichen Einleitung, die Forschungskontext, Fragestellung, Methoden und Quellen erläutert, setzt sich Ritters Arbeit mit dem Auf- und Ausbau der schweizerischen Anstaltspsychiatrie auseinander. Im Zeitraum von 1850–1920 entstanden in verschiedenen Schweizer Kantonen grössere, von den somatischen Spitälern unabhängige Irrenanstalten. Die gleichzeitige Professionalisierung und die Entstehung der schweizerischen Psychiatrie als eine selbstbewusste medizinische Teildisziplin lässt sich entlang der Gründung des Vereins schweizerischer Irrenärzte im Jahre 1864, der Bemühungen um eine schweizweite Kodifizierung des Irrenrechts und der Verankerung des Faches im medizinischen Curriculum nachvollziehen. Im letzten Drittel des 19. Jahrhunderts war der Verein schweizerischer Irrenärzte mit der Organisation einer schweizerischen Irrenstatistik befasst. Die 1867 erreichte Einigung auf ein überkantonales Klassifikationssystem der Geisteskrankheiten ermöglichte eine statistische Erfassung von psychisch Kranken. Als deren Hauptergebnis stellte sich die Zunahme von psychisch Kranken in der Bevölkerung und von stationär behandelten Patienten heraus. Dieser Befund bildete den unmittelbaren Hintergrund für die Herausbildung und Verbreitung von eugenischen Denk- und Handlungsmustern in der schweizerischen Psychiatrie seit Ende des 19. Jahrhunderts.

In einem weiteren Kapitel erläutert Ritter, wie Psychiater mit der konstitutionellen und zivilgesetzlichen Verankerung eines Eheverbots für Geisteskranke zu Experten für Fragen der Bevölkerungs- und Sozialpolitik aufgewertet wurden. Bereits in der schweizerischen Bundesverfassung von 1874 war Geisteskranken und Blödsinnigen die Ehe untersagt worden. Dieses Heiratsverbot wurde allerdings weniger mit hygienischen Argumenten begründet, vielmehr war die Rechtsunfähigkeit von betroffenen Personen ausschlaggebend. Erst im Zivilgesetzbuch von 1912 wurden an die Stelle der traditionellen Eheeinschränkungen medizinisch-psychiatrische Prohibitivbestimmungen eingeführt. Das Zivilgesetzbuch definierte ein absolutes Eheverbot für Geisteskranke, das nicht mehr an das Kriterium der Urteilsfähigkeit gekoppelt war. Die Ehefähigkeit konnte anhand eines psychiatrischen Gutachtens durch einen richterlichen Entscheid entzogen werden. Die Durchsetzung von Eheverboten baute somit auf eine Arbeitsteilung und Kompetenztrennung zwischen Psychiatrie und Justiz, welche die Autonomie der Psychiater insofern wahrte, als bei der Auslegung des Eheverbotsartikels keine genauen psychiatrischen Indikationen definiert worden waren. Über das Eheverbot hinaus beteiligten sich Psychiater an Diskussionen über die Sterilisation, Abtreibung und Kastration bei Geisteskranken, die im Kontext des

seit Ende des 19. Jahrhunderts anlaufenden Prozesses der Strafrechtsvereinheitlichung stattfanden. Dabei unterstützten sie eine Praxis von im Kontext der Anstaltspsychiatrie bereits durchgeführten Eingriffen, die individuell-medizinisch begründet wurden, gleichzeitig befürworteten sie aber auch die Einbeziehung sozialer und eugenischer Begründungen in die medizinische Indikation – diese allein erschien rechtlich zulässig. Diese Position lässt sich an den Debatten über den geplanten Abtreibungsartikel im in der Volksabstimmung von 1937 angenommenen Strafgesetz nachvollziehen. Ritter weist darauf hin, dass eugenische Argumente ein Mittel waren, «um den Gemeinnutzen der psychiatrischen Disziplin in einem politischen System zu unterstreichen, das im Gegensatz zum wilhelminischen Deutschland über nur schwach ausgeprägte obrigkeitsstaatliche Strukturen verfügte». (140)

Ritter setzt sich nicht nur mit der fachinternen Diskussion, sondern auch mit der eigentlichen Begutachtungspraxis im Zusammenhang mit Eheverbot, Sterilisation und Abtreibung auseinander. Ausgehend von der Auswertung von Krankenakten aus dem Archiv der universitären psychiatrischen Kliniken Basel weist er auf die enge Kooperation zwischen Psychiatrie und Behörden der Gesundheits- und Sozialverwaltung im Kanton Basel-Stadt hin. Die exemplarischen Fallanalysen geben Einblicke in eine psychiatrische Begutachtungspraxis, welche die Bestätigung der Ehefähigkeit von der Einwilligung in eine Sterilisation abhängig machte. Allerdings konnten sich betroffene Personen zum Teil erfolgreich gegen Eheeinspruch oder Sterilisationen durchsetzen. Bei den Behörden überwog das kostenpräventive Interesse an den Eingriffen. Ein weiterer interessanter Befund von Ritters Studie liegt in der Feststellung einer geschlechtsspezifischen Ausdifferenzierung von Indikationsstellungen bei Sterilisation und Kastration. So wurde etwa die Sterilisation bei Frauen vor allem aus «individuell-medizinischen» Gründen verfolgt, während bei psychopathischen Männern eugenische Beweggründe der Sterilisation im Vordergrund standen.

Der letzte Teil der Arbeit befasst sich mit Verschärfungen des eugenischen Eheverbots im schweizerischen Zivilgesetzbuch, die im Rahmen einer Familienschutzinitiative diskutiert wurden. Eugenische Motive und Ziele bildeten den Fokus vieler dieser zum Teil von Psychiatern angeregten Debatten, allerdings scheiterten eugenisch motivierte Vorstösse zugunsten einer Ausweitung der Eheausschlussbestimmungen. In diesem Zusammenhang zeigt Ritter, wie Psychiater sich im Lauf des Kriegs von einer bevölkerungspolitischen Ausrichtung eugenischer Massnahmen distanzierten.

Mit seiner Dissertation präsentiert Ritter eine schlüssige und umfassende Darstellung der Wechselwirkung zwischen Psychiatrie und Eugenik. Aber er leistet noch mehr als das: Entlang seiner ausführlichen Rekonstruktion eugenischer Denk- und Handlungsmuster liefert er einen erstklassigen Beitrag zur Professionalisierungsgeschichte schweizerischer Psychiatrie und gibt somit Anregungen für eine neuartige Auseinandersetzung mit der Geschichte der Psychiatrie in anderen Ländern. Dem eingeweihten Leser wird die fehlende Behandlung der Geschichte um die Entstehung des ersten Zwangssterilisationsgesetzes von 1928 im Kanton Waadt zwar auffallen – nach abgeschlossener Lektüre ist jedoch die Annahme naheliegend, dass es sich bei diesem Gesetzesakt um eine Ausnahme handelte, welche die Regel bestätigt.

Anne Cottebrune (Giessen)

Silvia Berger
Bakterien in Krieg und Frieden
Eine Geschichte der medizinischen Bakteriologie in Deutschland 1890–1933
Wallstein, Göttingen 2009, 476 S., 16 Abb., € 46,90

Mit der gekürzten Fassung ihrer Dissertation, die sie 2007 bei Philipp Sarasin an der Universität Zürich abschloss, legt Silvia Berger ein immer noch sehr umfangreiches Werk zur Wissenschaftsgeschichte der deutschen Bakteriologie vor. Darin verfolgt Berger die Formierung, Etablierung und Transformationen des bakteriologischen Denksystems ab 1880 bis zum Ende der Weimarer Republik mit Schwerpunkt auf der Zeit des Ersten Weltkriegs und der Bedeutung, die dem Krieg als Kontext für den Aufstieg der Bakteriologie zur medizinischen Leitwissenschaft zukam.

Als methodischer Orientierungspunkt dient ihr die Erkenntnistheorie von Ludwig Fleck, der 1935 in seinem Werk *Die Entstehung einer wissenschaftlichen Tatsache* auf die historische und soziologische Determiniertheit von wissenschaftlicher Erkenntnis hinwies. Fleck vereint in seiner Theorie historische, soziale, psychologische und nicht zuletzt linguistische Komponenten und zeichnet damit einen kulturwissenschaftlichen Zugang zur Wissenschaftsgeschichte vor, der mit den aktuellen *Cultural Studies of Science* in Verbindung steht. In dieser Tradition verfolgt auch Bergers Studie die Verknüpfungen von Sprache, Wissenschaft, Gesellschaft, Politik und Macht. Besondere Aufmerksamkeit schenkt sie der Rolle von Metaphern, die in Abhängigkeit des kulturellen Kontextes Bedeutungseffekte erzeugen und dadurch zur (De-)Stabilisierung eines Wissenssystems beitragen.

Die Studie ist chronologisch aufgebaut und umfasst vier Teile. Bei den Postulaten von Robert Koch ansetzend, beschreibt der erste Teil die Formation der Bakteriologie und die Abschliessung des bakteriologischen Denkens in seiner Verankerung auf wissenschaftlicher, staatlicher und öffentlicher Ebene. Berger verfolgt anhand der institutionellen Einbindung der Bakteriologie in staatliche und militärmedizinische Behörden einerseits und der Prägung des bakteriologischen Sprechens durch Metaphern aus dem semantischen Feld des Militärs und der Politik andererseits, wie sich die politischen Umstände auf die Strukturierung des bakteriologischen Denksystems auswirkten. Sie demonstriert, dass sprachliche Analogien zwischen bakteriologischen und zeitgenössischen militärischen Konzepten von Anfang an bestanden und nicht erst im Zuge einer Popularisierung in die Bakteriologie hineingetragen wurden.

Im zweiten Teil behandelt Berger die Widerstandsreaktionen des abgeschlossenen bakteriologischen Denksystems auf erste Paradoxien, die um die Jahrhundertwende auftauchten, und die daraus resultierenden zögerlichen Denkstilerweiterungen bis zum Ersten Weltkrieg. Den Aufstieg der erweiterten Bakteriologie zur epidemiologischen Leitdisziplin trotz Verunsicherungen ihrer Wahrheiten erklärt Berger unter anderem mit der rhetorischen Leistung Kochs, der einen kausalen Zusammenhang zwischen Krieg und Seuchenausbreitung konstruierte und damit im Vorfeld des Ersten Weltkriegs grosse Resonanzen zu erzeugen vermochte.

Im dritten Teil, der den Schwerpunkt der Studie bildet, fokussiert Berger wie angekündigt die Bedeutung des Ersten Weltkriegs als Schauplatz und Rahmen für die Entfaltung der bakteriologischen Wirkungsmacht, um damit eine Forschungslücke in der Geschichte der Bakteriologie zu schliessen. Die omnipräsente Beschwörung, dass sich Krieg und Seuchen notwendigerweise bedingen, beförderte die Bakteriologie zur wichtigsten Kriegs-

wissenschaft, wie Berger anhand der umfangreichen Organisation des Sanitätswesens nach bakteriologischen Massstäben demonstriert. Innerhalb des gemeinsamen Erfahrungsraums des Kriegs verzeichnet Berger sich zunehmend verstärkende Überschneidungen der militärischen, medizinischen und politischen Diskurse. Sie verfolgt wechselseitige Übertragungen von Kriegskonzepten auf die bakteriologische Feldpraxis und bakteriologischer Denkkategorien auf die politische Wahrnehmung. Als folgenreiches Beispiel für Letzteres sei hier die Übernahme der Dichotomie von rein und infiziert auf die Beurteilung fremder kultureller und territorialer Einheiten erwähnt. Die 1915 begonnene Errichtung eines sanitären Grenzwalls zur Abwehr der befürchteten Einschleppung von Seuchen aus den östlichen Kriegsgebieten und der Grenzschluss für osteuropäische Juden 1918 beschreibt Berger als Folge dieses Kategorientransfers.

Der vierte Teil der Studie ist der Entstehung der neuen Bakteriologie während der Weimarer Republik gewidmet. Berger illustriert darin den Evidenz- und Autoritätsverlust bakteriologischer Modelle nach dem Kriegsende und argumentiert mit Fleck, dass mit organisatorischen und personellen Mutationen in der Medizinalbehörde im Anschluss an die politische Revolution eine Dynamisierung des Denkkollektivs und eine Lockerung des Denkstilzwangs erfolgten. Aus anderen Disziplinen wurden neue Denkfiguren der Symbiose und des Gleichgewichts aufgenommen, welche die hergebrachte Feindmetaphorik überlagerten, diese aber nicht vollständig ablösten. Im kurzen, abschliessenden Ausblick über die weiteren Entwicklungen der Bakteriologie im Nationalsozialismus tönt Berger den erneuten Geltungsverlust dieser neuen Denkfiguren an. Genauere Untersuchungen zur Frage der Persistenz und Wiederbelebung der Kampfmetaphorik im Rahmen des Zweiten Weltkriegs überantwortet sie zukünftiger Forschung.

In ihren detaillierten Analysen von Metaphern, Diskursen, Denkstil und Denkkollektiv gelingt es Berger, die tiefgründige, wechselseitige – und unter Umständen fatale – Bedingtheit von Wissenschaft, Politik und Sprache sichtbar zu machen. Die Studie ist auf eine enorm breite Quellenbasis abgestützt und zeugt vom differenzierten medizinischen und biologischen Verständnis der Autorin. Obwohl das Buch sehr sorgfältig strukturiert ist, läuft es doch stellenweise Gefahr, ob der Detailfülle den Leser zu erdrücken und den roten Faden etwas verschwinden zu lassen.

Der kulturgeschichtliche Zugang zur Wissenschaftsgeschichte ermöglicht es Berger, bisher übersehene Dynamiken in der Entwicklung der Bakteriologie aufzuspüren und in ihre Geschichte zu integrieren. Entgegen der traditionellen Disziplinenforschung verortet sie eine erste grundlegende Krise nicht in den 1970er-Jahren sondern bereits nach dem Ersten Weltkrieg. Als für diese Destabilisierung zentrale Erfahrung wiederum arbeitet sie den Zusammenbruch der sanitären Abwehrstrukturen im Zusammenhang mit der überstürzten Demobilisierung nach dem Kriegsende heraus. Damit ergänzt sie bisherige Einschätzungen, dass etablierte bakteriologische Wahrheiten hauptsächlich durch die Grippepandemie 1918/19 infrage gestellt wurden.

Berger konzentriert sich in ihrer Studie auf die verschränkten Dynamiken zwischen Politik und Wissenschaft, spricht aber auch die in der Öffentlichkeit erzeugten Resonanzen an. Es stellt sich die Frage, ob sich angesichts der Wirkungsmächtigkeit der von Berger behandelten Denkkonzepte ähnliche überdauernde Ablagerungen in alltäglichen Reinlichkeitsvorstellungen finden liessen. So wäre zum Beispiel zu untersuchen, ob das in der

Werbung zitierte Vorbild des keimfreien Wohnraums als Aktualisierung bakteriologisch-epidemiologischer Denkfiguren zu sehen ist. Einen alternativen Zugang könnten visuelle Quellen bieten. Schon bei Fleck finden sich Überlegungen zur Rolle, die Abbildungen im Zusammenhang mit der Etablierung von wissenschaftlichen Wahrheiten spielen.

Ursina Tones (Zürich)

David Rieder
Fritz Gertsch
Enfant terrible des schweizerischen Offizierskorps

Orell Füssli, Zürich 2009, 480 S., 18 Abb., Fr. 60.–

«Wohl selten sind über einen schweizerischen Berufsoffizier und höheren Truppenführer so verschiedene Urteile gefällt worden, wie über den nunmehr Abgerufenen.» So eröffnet Albert Ott, ein ehemaliger Unterstellter des Verstorbenen, seinen Nachruf auf Oberstdivisionär Fritz Gertsch. Dieser gehört wohl zu den kontroversesten Figuren der schweizerischen Militärgeschichte, mit seinem Namen verbinden sich Begriffe wie «Soldatenschinder», «Todesmarsch», «Maschinengewehrarmee», aber auch die äusserst bedeutsame «Hydra-Affäre». Mit David Rieders Buch liegt nun erstmals eine historisch-kritische Studie zu Gertsch, vor allem aber zu seinem Wirken in den beiden Dekaden um die Wende zum 20. Jahrhundert, vor. Rieder strebt mit seinem Werk weniger eine traditionelle Biografie an, sondern versucht die Wechselwirkung zwischen dem militärischen Wirken Gertschs und den strukturellen Bedingungen seiner Zeit herauszuarbeiten. Dieser neuere biografisch-strukturelle Zugang wurde in der deutschsprachigen Militärgeschichte in jüngster Zeit vermehrt bei der Wehrmachtsgeneralität und ihrem Verhältnis zum nationalsozialistischen System angewandt und hat sich dort als sehr fruchtbar erwiesen, so etwa bei Johannes Hürters *Hitlers Heerführer* und Bernhard Kroeners monumentaler Fromm-Biografie. Rieder ergänzt diesen Zugang um den Skandalisierungsansatz von Kurt Imhof, um die von Gertsch massgebend mitgeprägte Medienstrategie der «Neuen Richtung» genauer zu analysieren. Ausgehend von dieser methodisch soliden Basis unterteilt Rieder sein Buch in vier Teile. Der erste beschreibt Gertschs beruflichen Aufstieg im Umfeld des sich zuspitzenden Konflikts zwischen der «Nationalen Richtung» und der «Neuen Richtung» um die Ausrichtung der Schweizer Armee in der Vorzeit des Ersten Weltkriegs. Eine wichtige Rolle spielen dabei die Schriften von Gertsch, die Rieder entsprechend seinem Ansatz weniger inhaltlich als vielmehr in ihrer Wirkung untersucht. Im zweiten Teil stehen die diversen Affären und Skandale, die der «Neuen Richtung» um den nachmaligen General Wille zum Durchbruch verhalfen, im Zentrum. Hierbei rückt Rieder die bisher wenig untersuchte «Hydra-Affäre» in den Mittelpunkt. Einen eigenen Teil widmet Rieder Gertschs Beobachtermission im Russisch-Japanischen Krieg und der daraus resultierenden Radikalisierung seiner militärstrategischen Vorstellungen. Im vierten, eher deskriptiven Teil folgt die Darstellung der Reaktivierung Gertschs im Ersten Weltkrieg, seiner endgültigen Entlassung aus dem Militärdienst und ein kurzer Abriss über seine letzten Jahre.

Als ganz grosse Stärke muss dem Buch seine für die heutige deutschsprachige historische Forschung ungewöhnlich gute Lesbarkeit attestiert werden, ohne dass dabei Abstriche im wissenschaftlichen Bereich entstanden. Weiter hat Rieder mit grosser Akribie die eingangs erwähnten Schlagworte untersucht und grösstenteils als Mythen entlarvt, besonders eindrück-

lich am Beispiel des «Todesmarsches» der 3. Division 1917. (310 f.) Rieder verfolgt seinen medienorientierten Ansatz konsequent und gewinnt dabei interessante Erkenntnisse über armeeinterne Prozesse in einer eidgenössischen Demokratie, die durch die Forschung verbreitert zu werden verdienen.

Allerdings liegt gerade in dieser Medienorientiertheit auch eine Schwäche des Buchs; Gertsch als Person bleibt oft schwer greifbar und blass. Diese Problematik verstärkt sich durch Rieders Konzentration auf die strukturellen Umstände von Gertschs Schaffenszeit. Als Folge davon bleiben die Handlungsmotive von Gertsch zumeist unklar. Dasselbe gilt etwa für die Herkunft seiner militärischen Ideen und Vorstellungen – der Leser ist am Ende fast geneigt anzunehmen, diese seien alle Gertschs eigenem Geist entsprungen. Hier verpasst es Rieder zudem – in einer für die schweizerische Militärgeschichtsschreibung nicht ganz untypischen Introvertiertheit – Bezüge und Anknüpfungspunkte zu internationalen Militärdebatten herzustellen. Ein Blick über die Grenzen auf die im Deutschen Reich oder Frankreich laufenden, die Schweiz beeinflussenden Militärdiskurse hätten das eine oder andere Erklärungsmuster abliefern können. Insbesondere Gertschs Bezugspunkte und Rückgriffe auf die preussische Praxis der Soldatenerziehung – er, der «grosse Schweizer Soldatenerzieher» – hätten hier herausgearbeitet werden müssen. Und ausserdem ist es doch beispielsweise höchst unwahrscheinlich, dass Gertsch sich auf seiner Mission auf dem mandschurischen Kriegsschauplatz nicht mit Militärbeobachtern anderer Nationen ausgetauscht hat, mit denen er doch so viel Wartezeit verbrachte. Aber selbst bei der unübersehbar douhetistische Züge tragenden Konzeption der Luftwaffe in Gertschs «Maschinengewehrarmee» verweist Rieder nirgends auf diese sich ausserhalb der Schweiz entwickelnden Militärdiskurse. (333 f.)

Als dritte, sehr unschöne Schwäche muss der Mangel an redaktioneller Überarbeitung festgehalten werden. Insbesondere die Redundanzen zwischen Fliesstext und Fussnoten sind zu wenig bereinigt worden. So wird die «Flüela-Affäre» bei ihrer erstmaligen Erwähnung in einer Fussnote ausführlich erklärt, (280, Fussnote 73) dann aber bei ihrer eigentlichen Darstellung wenige Seiten später (300) noch einmal nahezu gleich lautend im Fliesstext ausgeführt. Auch die an sich wertvolle Einführung der Personen durch biografische Angaben in den Fussnoten ist in ihrer Logik nicht immer nachvollziehbar. Theophil Sprecher von Bernegg, der schweizerische Generalstabschef im Ersten Weltkrieg, wird beispielsweise erst eingeführt, nachdem er bereits ein halbes Dutzend Mal erwähnt worden ist.

Trotz dieser Schwächen empfiehlt sich die Lektüre von Rieders Studie sehr. Sie wirft einerseits Licht auf die noch wenig bekannten Vorgänge um die Jahrhundertwende, die der «Neuen Richtung» um Ulrich Wille zum Durchbruch verhalfen und entsprechend bis über die 1960er-Jahre hinaus mehrere schweizerische Offiziersgenerationen und ihre Ansichten über die Ausgestaltung der Armee mitprägten. Dabei arbeitet Rieder sehr gezielt die Offiziersnetzwerke und ihren Einfluss nicht nur auf die Doktrin, sondern auch auf die Beförderung und die Verteilung von Kommandostellen heraus. Er zeigt, wie sehr Gertschs Aufstieg letztlich nur dank seinem guten Beziehungsnetz möglich war. Der geneigte Leser wird hierin sehr an aktuelle Ereignisse aus dem schweizerischen Militärwesen erinnert.

Adrian Wettstein (Zürich)

Peter Huber
in Zusammenarbeit mit Ralph Hug
Die Schweizer Spanienfreiwilligen
Biographisches Handbuch
Rotpunktverlag, Zürich 2009, 479 S., Fr. 60.–

Michael Petrou
Renegades
Canadians in the Spanish Civil War
UBC Press, Vancouver, Toronto 2008, 282 S., £ 17,22

Die Öffnung der sowjetischen Archive nach 1991 ermöglichte den Quellenzugang zu Vorgängen, für die man bis dahin nur auf Eindrücke von aussen oder auf Berichte «Ehemaliger» zurückgreifen konnte. Ein solches Thema, schon immer von grossem Interesse, betraf die Aktivitäten der Internationalen Brigaden im Spanischen Bürgerkrieg. Hier waren nun im ehemaligen Archiv der Kommunistischen Internationale die Personalakten und ebenso entscheidendes Hintergrundmaterial zugänglich geworden, was nun endlich, jenseits von den Polemiken des Kalten Kriegs, eine wirklich umfassende wissenschaftliche Darstellung erlaubte.

Daraus sind nun erst einmal zahlreiche Studien zu einzelnen «nationalen» Kontingenten hervorgegangen. Zwei auf besonders intensiven Recherchen beruhende Arbeiten seien hier vorgestellt. Sie werfen nicht nur Licht auf den unterschiedlichen Forschungsstand und, naturgemäss, auf die jeweiligen «nationalen Besonderheiten», sondern lassen auch die Gesamtstrukturen erkennen, deuten damit an, welchen Forschungsstand eine wirklich repräsentative Gesamtstudie zur Voraussetzung haben muss.

Zum einen handelt es sich um ein im Kern biografisches Lexikon, das fast alle Schweizer Freiwilligen mit einer Kurzbiografie umfasst. Es beruht wesentlich auf den langjährigen Recherchen von Peter Huber, der sich zunächst mit den Auswirkungen des Stalinismus auf die Schweizer KP in den Moskauer Archiven beschäftigt hatte und dabei auch Ausläufer nach Spanien fand (*Stalins Schatten in die Schweiz. Schweizer Kommunisten in Moskau: Verteidiger und Gefangene der Komintern*, Zürich 1994, bes. 321 f.). Weitere biografische Forschungen, allerdings in der Schweiz, und vor allem das reichhaltige Fotomaterial steuerte Ralph Hug bei.

Dabei kann dieses Lexikon nicht nur auf die Moskauer Akten oder auf Informationen und Nachlässe der Schweizer Kämpfer in Spanien aufbauen. Aufgrund ihrer Verfolgung durch die Schweizer Behörden – als Freiwillige in einer ausländischen Armee – wurden umfassende staatliche Aktensammlungen für die Prozesse angelegt. Diese Militärjustizakten – die meisten erhielten bei ihrer Rückkehr 1938/39 mehrmonatige Gefängnisstrafen – ermöglichen allerdings eine ausserordentlich dichte Quellenlage. Zwar dürfte es überall eine staatliche «Beobachtung» gegeben haben, doch erfolgte sie in anderen Ländern wohl kaum so systematisch.

Das aber erlaubt nicht nur die weitgehende Rekonstruktion aller Lebenswege und des jeweiligen biografischen Hintergrunds. Damit sind auch abgesicherte Aussagen für die Gesamtheit der etwa 800 Schweizer Freiwilligen möglich (von denen ungefähr ein Viertel umkam) – damit allerdings nun keineswegs ein besonders umfangreiches Kontingent der vielleicht insgesamt 35'000–40'000 Freiwilligen. Mehr als zwei Drittel des Buchs machen so 773 unterschiedlich lange biografische Einträge aus, die uns Motivation und konkrete Erfahrung in Spanien lebendig werden lassen. (Eine Liste von fast 90 Namen, zu denen sich praktisch nichts ermitteln liess, ist allerdings auch beigefügt.)

Dem vorangestellt ist eine umfangreiche Einleitung, die nicht nur den Hintergrund anhand von Eckdaten für die Entwicklung des Bürgerkriegs und die

Rahmenbedingungen für den Kampf der Freiwilligen skizziert: Es gab ja ausser den von der Kommunistischen Internationale initiierten und kontrollierten Internationalen Brigaden, offiziell Bestandteil der republikanischen Armee, die zuvor von den linken Organisationen in Spanien gebildeten Milizen, denen sich vor allem KP-kritische Aktivisten anschlossen (also etwa die der Anarchisten oder des antistalinistisch-kommunistischen, vor allem durch George Orwell bekannt gewordenen POUM *[Partido Obrero de Unificación Marxista]*). Damit verbunden ist auch eine Schilderung der politischen Konflikte innerhalb der Republik, die Verdrängung und Verfolgung der revolutionären Linken durch den Einfluss der Sowjetunion Stalins. Eine Reihe der in den Biografien dargestellten Schicksale beleuchten dies.

Vor allem aber wird in der Einleitung ein Fazit aus den rekonstruierten Lebensläufen versucht, sozusagen der kollektive – oder typische? – Spanienkämpfer aus der Schweiz dargestellt. Der Verweis auf einige Angaben in Stichworten muss hier genügen. So waren sie jung – mehr als die Hälfte unter 30 –, waren zumeist Arbeiter (circa 80 Prozent), auch nicht wenige davon ohne Ausbildung. Die vielen Intellektuellen, die gerne wegen ihres Spanien-Engagements genannt werden, sie fehlten zumindest bei den Schweizern. Die meisten hatten Arbeitslosigkeit oder ganz allgemein beruflichen Abstieg erlebt, so dass ihr Engagement in Spanien auch vor dem Hintergrund der Weltwirtschaftskrise zu sehen ist. Nicht wenige waren auch aufgrund ihres Überlebenskampfs mit der Justiz in Berührung gekommen, zum Beispiel wegen Lebensmitteldiebstahls, aber natürlich auch wegen politisch motivierter Delikte, etwa bei Demonstrationen. Die grosse Mehrheit (circa 60 Prozent) gehörte zur KP oder stand ihr nahe. Das ist ähnlich wie in den meisten anderen Kontingenten, wobei dort aber die Quellenlage nicht so eindeutig ist und deshalb Angaben für die Parteimitgliedschaft kritischer zu sehen sind. Hält man sich vor Augen, dass die Schweizer KP 1937 etwa 2200 Mitglieder hatte, so ist allerdings auch klar, was die Abwesenheit von vielleicht 15 Prozent der Mitgliedschaft für sie bedeutet haben muss. Dagegen standen nur etwa 12 Prozent Sozialdemokraten, bei einer Partei von 45'000 Mitgliedern. Zudem war ein nicht kleiner Teil Ausländer (17 Prozent), die in der Schweiz nur ein sehr unsicheres Exil hatten.

Alles in allem zeigt sich so ein «Milieu», das sich selbst schon als marginalisiert empfunden haben muss und für das der Kampf in Spanien sicher auch ein Weg war, um auf die gesellschaftlichen Zustände in der Schweiz zurückzuwirken, deren Eliten schon sehr bald nach Francos Putsch ihre Sympathien deutlich gemacht hatten. Auf zwei Punkte sollte man noch hinweisen. Der erste betrifft das in einer Reihe von Biografien angesprochene Schicksal der Frauen. Es gehörte zur «Normalisierung» der Lage in der Republik unter massgeblichem Einfluss der KP, sie aus militärischen Aktivitäten zugunsten «typisch weiblicher» Beschäftigungen wie Versorgung der Kranken herauszudrängen. Zweitens kannten die Internationalen Brigaden, aus einer Vielzahl von Gründen, ein Problem der Disziplin, was zu häufigen Konflikten, oftmals auch zu Desertionen, führte und das so gar nicht in das durch die KP-Propaganda gezeichnete Bild einer heroisch und geschlossen «bis auf den letzten Mann» kämpfenden Truppe passt.

Es ist klar, dass ein solches in seiner Materialfülle beeindruckendes Handbuch nicht nur eine umfassende Vorarbeit zur Voraussetzung hat, sondern ohne eine günstige Quellenlage, wie sie die Schweizer Militärjustiz unbeabsichtigt lieferte, sicher nicht möglich gewesen wäre, was ein solches Forschungsergebnis in einem gewissen Sinn zu einem Sonderfall macht.

Auch Michael Petrous auf eine Oxforder Dissertation zurückgehende Arbeit ist quellengesättigt, aber der Form nach eine klassische Monografie. Sie sei hier beispielhaft für die neuen Studien zu Länderkontingenten genannt.

Es gelang Petrou eine Datenbasis von ungefähr 1700 Freiwilligen aufzubauen, von denen etwa 400 umkamen. Eine 50-seitige Namensliste führt sie auf, die noch Heimatort, Geburtsdatum, ethnische Zugehörigkeit und Beruf sowie das, was er «final status» nennt – ob gefallen, vermisst oder überlebt – verzeichnet, also nur die Eckdaten statt Kurzbiografien. Sie findet sich am Abschluss der Darstellung, die nach einer kurzen Skizze des historischen Zusammenhangs eine ausführliche Auswertung der von ihm gesammelten biografischen Angaben mit Blick auf Herkunft und Motive liefert. Im nächsten Teil verfolgt er den Weg der Internationalen Brigaden und ihrer kanadischen Einheit, dem Mackenzie-Papineau-Bataillon, diskutiert dann ausführlich die inneren Probleme der Interbrigaden, die Frage der Disziplin und des Verhaltens ihrer Mitkämpfer, aber auch die Strafverfolgung und Repression in ihren Reihen. Dem folgen drei biografische Skizzen von «Renegaten». Da auch das Buch insgesamt so betitelt ist – mit Bezug auf das offizielle Kanada –, muss es hier wohl um die zweifachen «Renegaten», die irgendwie Unangepassten auf der Linken, gehen: Neben einem revolutionären Seemann und Fotografen, der aus ganz eigenem Antrieb nach Spanien gekommen war und zunächst in der Miliz kämpfte, war das ein Aktivist einer halbtrotzkistischen Gruppe, der Opfer stalinistischer Verfolgung wurde, sowie der später durch seine Teilnahme an der chinesischen Revolution bekannt gewordene Arzt Norman Bethune, zwar KP-Mitglied, aber keineswegs bereit, sich einer nicht durchschaubaren Disziplin zu unterwerfen. Wegen seiner breiten Interessen hing ihm schon bald der Spionageverdacht an, was ihn aus den Interbrigaden hinausdrängte. Abgeschlossen wird die Darstellung mit einem Blick auf die Nachwirkungen. Denn auch Kanada hatte die Beteiligung am Bürgerkrieg für ungesetzlich erklärt, obwohl es nicht zu einer mit der Schweiz vergleichbaren umfassenden Verfolgung kam. Jedoch wurden die Zurückgekehrten intensiv unter Beobachtung gestellt – für den heutigen Historiker wieder einmal von Vorteil – und später dann, vor allem soweit sie KP-Mitglieder waren, von der Atmosphäre des Kalten Kriegs betroffen.

Unterschieden sich die Kanadier nun wesentlich von den Schweizern? Schaut man auf Angaben, die sich wirklich vergleichen lassen, wie soziale Herkunft oder politische Zugehörigkeit, so lassen sich in diesen Bereichen kaum wirklich wesentliche Unterschiede feststellen, die nicht gerade in den Eigenheiten des jeweiligen Landes lag. Auch hier hatten sie zumeist einen «proletarischen» Hintergrund, waren stark von den Auswirkungen der Weltwirtschaftskrise betroffen und tendierten mehrheitlich zur KP. Diese allerdings wies etwas andere Traditionen in einem Land auf, in dem die Sozialdemokratie immer schon schwach war und es dafür eine bedeutende syndikalistische Tradition in Gestalt der *Industrial Workers of the World* gegeben hatte, mit einem Schwerpunkt im Bereich besonderer Wirtschaftszweige wie Bergbau und Forstwirtschaft. Die Kanadier scheinen wohl etwas älter gewesen zu sein und nicht wenige verfügten über Erfahrungen aus dem 1. Weltkrieg. Diese Teilnahme von Weltkriegsveteranen – woran die Republik und die Führung der Interbrigaden unbezweifelbar grosses Interesse hatten – drückte dann das Durchschnittsalter natürlich nach oben, wie andererseits die syndikalistischen Traditionen auch den KP-Mitgliedern einen gewissen Hang zur Rebellion gab. Die grosse kanadische Besonderheit ergab sich durch den Cha-

rakter eines Einwanderungslands, der die kanadischen Freiwilligen, die mehrheitlich nicht in dem Land geboren waren, so «ethnisch vielfältig» machte, mit Sprechern vieler Sprachen.

Alles in allem drücken diese beiden Arbeiten die grossen Fortschritte in der Erforschung dieses für die Geschichte des 20. Jahrhunderts so zentralen Ereignisses aus: Zwar gab es viele Kämpfe, die auf breite internationale Sympathie stiessen. Doch nirgendwo sonst zeichneten sie sich durch eine vergleichbare Freiwilligenbewegung aus. Welche Beweggründe waren hier ausschlaggebend? Dass ein Sieg des Faschismus die Geschichte in die Barbarei zurückwerfen würde? Die Tatsache, dass die Weltwirtschaftskrise so viele Aktivisten der Möglichkeit zu einem «normalen» Leben beraubt hatte? Oder ein Ineinandergreifen von mehreren Motiven? Aber wie generell kann eine Aussage sein, wenn sie 1000-fache individuelle Entscheidungen zusammenfassen muss? Nach der Vorlage zahlreicher wirklich empirisch gesicherter nationaler Studien wäre es jetzt an der Zeit, an eine übergreifende Synthese zu gehen.

Reiner Tosstorff (Frankfurt a. M.)

Stefan Andreas Keller
«Im Gebiet des Unneutralen» Schweizerische Buchzensur im Zweiten Weltkrieg zwischen Nationalsozialismus und Geistiger Landesverteidigung

Chronos, Zürich 2009, 348 S., 12 Abb., Fr. 58.–

Schon seit 1934 wurde die Meinungs- und Pressefreiheit in der Schweiz allmählich eingeschränkt, um zu Kriegsbeginn 1939 zu einer allgemeinen Medienzensur ausgeweitet zu werden. Der Zürcher Germanist Stefan Andreas Keller hat sich in seiner Dissertation mit diesem bis heute wenig behandelten Kapitel der Zeitgeschichte beschäftigt. Mittels diskurstheoretischer Verfahren analysierte Keller 4200 Dossiers über Bücher, die während des Weltkriegs beurteilt wurden. Die Methode bewährt sich: Keller kann zeigen, dass zwar manche Werke tatsächlich verboten wurden, weil die Verbreitung der nationalsozialistischen Ideologie abgelehnt wurde. Andererseits zeigen sich aber in nicht wenigen Gutachten, die von den «Experten» verfasst wurden, Topoi und Argumentationsmuster, die selbst ein völkisch-nationalistisches Denken verraten. Judenfeindliche Schriften konnten verboten werden, weil der radikale Rassenhass abgelehnt wurde. Umgekehrt wurden aber auch judenfreundliche Werke skeptisch betrachtet und es konnte etwa der Vorwurf erhoben werden, diese würden den Antisemitismus fördern. (190)

Nach dem Krieg erinnerte sich Herbert Lang an den unentwegten Kampf «einer Gruppe überzeugter Kämpfer […] für die geistige Unabhängigkeit unseres Landes» und seiner Bürger. (89) Der Berner Buchhändler bezog das auf sich und seine Mitarbeiter. Zu Kriegsbeginn war er Präsident des Schweizerischen Buchhändlervereins. Die traditionell engen Verbindungen zwischen Deutschschweizer und deutschen Verlagen stellten den Schweizer Buchhandel in den 1930er-Jahren vor enorme Probleme. Eine vermehrte Hinwendung zum Binnenmarkt und die Propagierung der heimischen Literaturproduktion, des sogenannten «Schweizerbuchs», waren Zeichen einer teilweisen Abkopplung vom deutschen Markt, die aber nie vollständig gelang. Innerhalb der Buchhändlerzunft war Lang ein entschiedener Wortführer einer engen Zusammenarbeit mit den Bundesbehörden und der Ausrichtung der Verbandspolitik auf die Ideen der Geistigen Landesverteidigung. Seitens der *Abteilung Presse und Funkspruch* (APF) des

Militärs wurde ihm im September 1939 die Leitung der Sektion Buchzensur angeboten. Diese richtete sich in ihrer Arbeit nach dem sogenannten Grunderlass, in dem es bloss hiess, dass alle Äusserungen verboten seien, welche «die Behauptung der Unabhängigkeit der Schweiz gegen aussen, die Wahrung der inneren Sicherheit und die Aufrechterhaltung der Neutralität» beeinträchtigen könnten. (59) Als Sanktionen waren Beanstandung, Änderungsvorschläge, Verbot und Beschlagnahmung vorgesehen. Für die Beurteilung von Werken wurden circa 50 meist informell angeworbene Gutachter hinzugezogen. Besonders häufig waren dies Akademiker sowie Buchhändler oder Journalisten. Sie hatten im Prinzip immer die einzige Frage zu beantworten, «ob das Buch im heutigen Moment und bei der gefahrvollen Lage unseres Landes der Öffentlichkeit preisgegeben werden darf». (108)

Keller betrachtet speziell die von der Sektion Buchhandel begutachteten Bücher der vier Kategorien «Nachkriegsszenarien», «Holocaust und Flüchtlingspolitik», «Ästhetik/Kunst» und «Wissenschaft». Zur Kategorie 1 rechnet er alle Werke, die sich Gedanken zu einer Neuordnung Europas nach dem Krieg machten, wobei die Schweiz dabei implizit oder explizit immer inbegriffen war. Wurde die Neutralität dabei infrage gestellt oder gar negiert, konnte es nur eine Antwort geben: das Verbot. Die Gutachter taxierten die pazifistischen Schriften als Träumereien und konnten sich eine Neuordnung nicht ohne Grossmachtpolitik denken. So wurde den allermeisten Nachkriegskonzeptionen mit äusserster Skepsis und Ablehnung begegnet, egal von welcher Kriegsseite oder Partei sie kamen.

Was den Holocaust betrifft, so fürchteten sich die Experten lange vor der Freigabe von Werken, die davon Zeugnis ablegten oder gar die Nationalsozialisten ihrer Verbrechen anklagten. Zu einem Werk aus der Feder Thomas Manns notierte ein Gutachter: «A priori müssen wir uns auf den Standpunkt stellen, dass der Verfasser sich im Irrtum befindet, wenn er dem Oberhaupt jenes Volkes, das einen Goethe, einen Hölderlin, einen Novalis, hervorgebracht hat, Charaktereigenschaften zuspricht, die so weit entfernt sind von dem, was man sich im allgemeinen unter einem führenden Staatsmanne vorstellt.» (180) Was nicht sein durfte, konnte offenbar nicht sein. Mit der Zeit begann man die sich häufenden Berichte über die Gräueltaten für glaubhaft zu halten. Dennoch werteten die Gutachter es fast bis zum Kriegsende als inopportun, dies breit zu publizieren. Insbesondere wo sich die Berichte mit der direkten Anklage der Täter und/oder mit der Behauptung der systematischen Massenvernichtung verbanden, fielen sie dem Rotstift zum Opfer. Andererseits wurde auch nationalsozialistische Hetzpropaganda verboten, so etwa *Jud Süss*.

Belletristik wurde von der Zensur ebenfalls beurteilt. Dabei zeigt sich eine aufschlussreiche Analogisierung der Neutralität mit einer zeitlosen Kunst. Positiv gewertet wurde der Einsatz für allgemeinmenschliche Werte. Je stärker die Werke hingegen Bezug nahmen auf die reale Welt, desto eher sah man darin versteckte Anklagen und verurteilte das mitunter gar als «Missbrauch der künstlerischen Freiheit». (217) Sehr negativ wurden die Werke moderner Kunstrichtungen beurteilt, wobei manchmal gar der Lebensstil der Autoren mit in den Verriss einbezogen wurde. Insbesondere gegenüber Exilanten zeigt sich eine sehr feindselige Haltung. Je höher andererseits der künstlerische Wert einer Arbeit eingeschätzt wurde, desto eher wurde über gewisse politische Einflechtungen hinweg gesehen. So heisst es etwa zu einem Drama von Franz Werfel, das behandelte Thema liege zwar «im Gebiet des Unneutralen», doch der «echte Werfel»

sei es wert, beachtet und besprochen zu werden. (224)

Unter Ideologieverdacht gerieten zudem viele wissenschaftliche Werke. Vor allem historische und sozialwissenschaftliche Studien standen auf dem Prüfstand. Was als offene Propaganda für den Nationalsozialismus oder den Kommunismus angesehen wurde, fand keine Gnade. Anderes wurde als «Zweckwissenschaft» sehr kritisch beurteilt, aber dennoch grösstenteils freigegeben. Als Ideal der Gutachten lässt sich wiederum die Neutralität herausarbeiten, wobei sie hier mit Nüchternheit, Unparteilichkeit und grösstmöglicher Objektivität analogisiert wird.

Keller zeigt in seiner dichten und interessanten Studie auf, dass das simple Bild der Zensur als staatlicher Repression (von oben) für das Wirken der Schweizer Buchzensur im Zweiten Weltkrieg in die Irre führt. Die Mitarbeiter der Sektion verstanden ihre Arbeit nicht als Einschränkung der Meinungsfreiheit, sondern vielmehr als Beitrag zu ihrer Erhaltung. Zensur wird in diesem Verständnis als kleine Beschränkung der Freiheit (des Individuums) verstanden, die aber nötig und legitim ist, um die Freiheit, Unabhängigkeit und Neutralität (des Staats) zu retten. So wurde die Zensur in der Schweiz nach dem Krieg auch praktisch gleich gerechtfertigt wie die aus heutiger Perspektive hartherzige Politik gegenüber den Hilfe suchenden Flüchtlingen.

Das traditionelle Milizsystem förderte den Einbezug der direkt Betroffenen in das System der Zensur, die häufig auch eine Selbstzensur war: Vieles wurde gar nicht erst zum Druck gebracht und nicht wenige Schriften wurden nur mit Auflagen freigegeben. Insgesamt zeigt sich, dass die «kleinen Zensoren» in ihrer Arbeit immer Deutschland als «grossen Zensor» vor Augen hatten. Dabei schöpften sie den möglichen Handlungsspielraum wohl nicht aus. Aus Angst davor, dem grossen Nachbar Munition zu liefern für eine mögliche Anprangerung der Schweiz, wurde im Zweifel eher zu viel als zu wenig zensiert. Der vom Naziregime geforderten «Gesinnungsneutralität» war die Schweiz damit viel näher als man es sich einzugestehen bereit war. Nach dem Krieg wurde von den Akteuren die politische Abgrenzung zu Deutschland betont, die sich unter anderem im Verbot nationalsozialistischer Hetzschriften äusserte. Die Parallelität der kulturellen Entwicklung zwischen der Schweiz und Deutschland wurde dagegen ausgeblendet. Diese zeigt sich weniger in den verfügten Massnahmen (Verbot, Änderungen) als vielmehr im Wortlaut der Gutachten, besonders zur modernen Literatur. Es ist Kellers Verdienst, dass er den Blick für dieses dunkle Kapitel der jüngeren Zeitgeschichte schärft.

Raphael Fischer (Luzern)

Janick Marina Schaufelbuehl
La France et la Suisse ou la force du petit
Evasion fiscale, relations commerciales et financières (1940–1954)

Mission historique de la Banque de France, Sciences Po, Les Presses, Paris 2009, 442 S., € 32.–

Das hier zu würdigende Buch ist Teil einer Reihe, die von der *Mission Historique* der französischen Zentralbank herausgegeben wird. Gemäss dem auf der zweiten Innenseite diskret angebrachten Hinweis wird damit das Ziel verfolgt, auf der Auswertung von Primärquellen beruhende Untersuchungen zur Geschichte der *Banque de France* sowie des Geld- und Kreditwesens im Allgemeinen zu publizieren. Die Mechanismen der Finanzmarkttechniken sind dabei in den breiteren Kontext der Wirtschafts- und Gesellschaftspolitik zu stellen. Janick Marina Schaufelbuehl wird

diesen hohen Ansprüchen vollumfänglich gerecht. Ihre klar strukturierte und gut lesbare Studie stützt sich auf eine breite Basis von Akten aus Archiven Frankreichs, der Schweiz sowie der USA und vermittelt Erkenntnisse, die über den engeren Rahmen der zwischenstaatlichen Handels- und Finanzbeziehungen hinaus historisch bedeutsame Zusammenhänge erschliessen und zur weiterführenden Auseinandersetzung mit dem Forschungsgegenstand anregen.

Das Buch geht von der Fragestellung aus, wie es dem Kleinstaat Schweiz nach dem Ende des Zweiten Weltkriegs gelang, seine wirtschaftlichen und finanziellen Interessen erfolgreich gegenüber der Grossmacht Frankreich zu verteidigen. Zu diesem Zweck werden zunächst die wichtigsten strukturellen Abhängigkeiten zwischen den beiden Ländern untersucht. Zahlreiche kriegsbedingte Zerstörungen und der Ausfall der deutschen Produktion hatten unter anderem eine markant gesteigerte Nachfrage Frankreichs nach Ausrüstungsgütern schweizerischer Provenienz zur Folge. Die Schweizer Exportindustrie wusste die Gunst der Stunde zu nutzen und baute ihre Position stark aus. Während der Jahre 1946–1954 erhöhten sich ihre Anteile an den französischen Textilmaschinen- und Elektrotechnikeinfuhren auf 25 bzw. 20 Prozent. Frankreich seinerseits kam als Kohlelieferant und als Transitkorridor eine Schlüsselfunktion zu: 1945–1947 wurden über 80 Prozent des französischen Kohleexports in die Schweiz geliefert, und solange die Versorgung des Binnenlandes mit Gütern aus Übersee via Antwerpen und Genua wegen Kriegsschäden unmöglich war oder starken Einschränkungen unterlag, waren der Zugang zu funktionsfähigen Häfen wie Marseille oder Sète und Möglichkeiten zur Benutzung der sehr knappen Bahntransportkapazitäten von essenzieller gesamtwirtschaftlicher Bedeutung.

Eine speziell wichtige Rolle spielte die Schweiz als international aktive Finanzdrehscheibe. Weitaus am stärksten ins Gewicht fielen dabei die Langzeitphänomene der französischen Steuerflucht und des Schweizer Kapitalexports. Hier standen Interessen auf dem Spiel, die allein schon von den Dimensionen her von zentraler Bedeutung waren. So wurden die nicht versteuerten französischen Privatguthaben in der Schweiz 1947 auf 6–8 Milliarden Franken geschätzt, was gemäss Schaufelbuehl 65 bzw. 87 Prozent des Totals der Frankreich im Rahmen des Marshall-Plans zugesprochenen Finanzhilfen entsprach, wogegen sich die durch Schweizer Banken französischen Kreditnehmern von 1946–1954 zur Verfügung gestellten Gelder ihrerseits auf 1,037 Milliarden Franken beliefen. Politisch schlug der Kapitalexport für beide Staaten positiv zu Buche. Für die Schweiz trug er dazu bei, eine verbesserte Ausgangslage für den Auf- und Ausbau der Zusammenarbeit mit der Welt der Nachkriegszeit schaffen, indem er ein Gegengewicht zu den engen und meist ununterbrochen bis zum bitteren Ende unterhaltenen Kontakten mit den Achsenmächten und ihren Vasallenstaaten setzte. Im Falle Frankreichs wurde das Signal vermittelt, dass das in der unmittelbaren Nachkriegszeit durch wirtschaftliche Schwierigkeiten, einschneidende Kapitalverkehrsrestriktionen, Verstaatlichungen und Streiks stark in Mitleidenschaft gezogene Land international erneut kreditwürdig war. Der Schweizer Kapitalmarkt galt als selektiv. Umso höher war der symbolische Wert des Erfolgs, den die erste hierzulande nach dem Krieg emittierte und mehrfach überzeichnete öffentliche Anleihe Frankreichs 1954 hatte.

Die Schweizer Unterhändler konnten aus einer Position der Stärke agieren. Sie verstanden es auch, ihre Trümpfe auszuspielen und den von ihnen als prioritär eingestuften Interessen zum Durchbruch

zu verhelfen. Dabei gelang es ihnen unter anderem, dem devisenschwachen Nachbarstaat Marktzugänge auch für sogenannte *non essentials* wie Uhren oder Stickereien abzuringen, wogegen Frankreichs Versuchen, Daten zu den von seinen Bürgern unversteuert Schweizer Instituten anvertrauten Geldern zu erhalten, der Erfolg trotz wiederholter Anläufe, das Bankgeheimnis aufzubrechen, versagt blieb. Schaufelbuehl führt dafür mehrere Gründe an: So verfügte die Schweiz mit der Möglichkeit, Devisenkredite in einer frei konvertiblen Währung zu vergeben, über ein Instrument, das als Druckmittel in seiner Art einzigartig war. Entscheidend war aber auch, dass ihre wichtigsten Akteure einheitlicher auftraten als die französischen Gegenspieler. Während bspw. die *Banque de France* im Unterschied zum Aussenministerium verschiedentlich eine gewisse Nachsicht gegenüber der Steuerflucht aus dem eigenen Land erkennen liess, bildeten die Repräsentanten der Schweiz eine geschlossene Front, um die von den USA und Frankreich erhobene Forderung, die von ausländischen Eigentümern bei Schweizer Banken angelegten Vermögen zu erfassen, mit juristischen Spitzfindigkeiten, dilatorischem Verhalten, Nichtwissen und Nichtwissenwollen im Sande verlaufen zu lassen. Ferner kam hinzu, dass die Alliierten lange nicht immer einer Meinung waren und wiederholt nationale Anliegen zulasten einer konzertiert und konsequent gegenüber der Schweiz durchzuziehenden Strategie priorisierten.

Kann somit von einem Schweizer Erfolgsmodell gesprochen werden? Es kommt auf die Perspektive an, denn Verlierer gab es sehr wohl auch. Als Beispiel seien die Forderungen von Schweizer Privatpersonen und Unternehmen erwähnt, für ihre während der Kriegszeit in Frankreich erlittenen Verluste in der Höhe von 97 Millionen Franken entschädigt zu werden. Frankreich weigerte sich, dafür aufzukommen, und setzte sich schliesslich durch. Sicher spielte dabei die Tatsache eine Rolle, dass der Organisationsgrad der Betroffenen gering war. Es wäre aber auch der Frage nachzugehen, wie es den Schweizer Banken und unter ihnen den Privatbankiers mit ihrer exklusiven Kundschaft ausländischer *High Net Worth Individuals* – wie es heute heisst – gelang, dass ihre Positionen nicht nur von der Regierung und der Verwaltung, vom Noteninstitut sowie vom führenden Handels- und Industrieverband weitgehend übernommen wurden, sondern dass sie dafür schliesslich auch die Zustimmung des Parlaments erhielten, womit sie ebenfalls über eine demokratisch sanktionierte Legitimation verfügten. Die Beratungen der wichtigsten parlamentarischen Kommissionen, die Debatten in den Räten selbst, aber auch eine Auswertung der Presse würden diesbezüglich sicher Hinweise für Erklärungsansätze vermitteln können.

Auffallend ist aus heutiger Sicht, dass Alternativen zum Vorgehen, das Bankgeheimnis apodiktisch als nicht verhandelbar zu deklarieren, offensichtlich weder angedacht, geschweige denn entwickelt worden sind. Politisch negativ ins Gewicht fallende Folgen ergaben sich daraus im *damaligen* Kontext keine. *Längerfristig betrachtet,* dürfte man zu anderen Schlüssen kommen.

Benedikt Hauser (Uitikon Waldegg)

Matthieu Leimgruber,
Martin Lengwiler (Hg.)
Umbruch an der «Inneren Front»
Krieg und Sozialpolitik
in der Schweiz, 1938–1948
Chronos, Zürich 2009, 195 S., Fr. 38.–

Moderne Kriege sind Zumutungen. Vielfältige Knappheits- und Verlusterfahrungen lassen in kriegsbeteiligten Gesellschaften soziale Gegensätze schärfer als in Friedenszeiten zutage treten. Dieses Konfliktpotenzial kann die politische Stabilität und die militärische Stärke einer kriegführenden Nation gefährden. Neben der äusseren, militärischen verläuft daher in der Regel auch eine «innere» Front, an der es die politische Loyalität der «eigenen» Bevölkerung zu sichern gilt. Versucht wird dies nicht zuletzt mit sozialpolitischen Mitteln: moderne Kriege sind «grosse Schrittmacher der Sozialpolitik». (Ludwig Preller, *Sozialpolitik in der Weimarer Republik*, Kronberg/Ts. 1949, 85) Freilich sind diese Massnahmen kein Abbild tatsächlicher kriegsbedingter Betroffenheit. Sie privilegieren vielmehr diejenigen Bevölkerungsgruppen, die für die Erreichung der militärischen Ziele unverzichtbar und für die innere Stabilität die grösste Gefahr sind.

Ein jüngst erschienener Sammelband zeigt eindrücklich, dass dies auch für die Schweiz zwischen 1938 und 1948 gilt, für ein Land also, das aufgrund seiner politischen Neutralität nur mittelbar in die Geschehnisse des Zweiten Weltkriegs verwickelt war. Doch auch die Schweiz war, zumindest ökonomisch, betroffen vom Krieg. Folgerichtig wurde dieser auch in der Schweiz zu einer Schlüsselphase sozialpolitischer Entwicklung. Der oft beschriebene Sonderweg der Schweiz zum sozialpolitischen Nachzügler zeigt sich *quantitativ* allerdings darin, dass anders als in den relevanten Vergleichsländern nach dem Kriegsende das Ausgabenvolumen der sozialen Sicherungssysteme wieder auf Vorkriegsniveau sank. Erst um 1960, so zeigen die Herausgeber (vielleicht etwas zu) komprimiert in ihrer Überblicksdarstellung, erreicht die Sozialquote wieder das Niveau der Kriegsjahre.

Es ist das Verdienst des Bandes, diesen quantitativen Befund einer «steckengebliebenen» Expansion *qualitativ* einzuordnen in die Geschichte der sozialpolitischen Entwicklung der Schweiz vom ersten Drittel des 20. Jahrhunderts bis in die jüngste Vergangenheit. Dem eiligen Leser sei dafür die bündige tabellarische Darstellung der langen Linien sozialpolitischer Gestaltung im Überblicksartikel empfohlen. (20 f.) Wer sich Zeit nehmen und selbst die Verbindungen zwischen den verschiedenen sozialpolitischen Feldern und Entwicklungen freilegen will, dem werden die sechs Einzelbeiträge lesenswerte und gewinnbringende Lektüre sein. Sie zeichnen nicht nur die jeweiligen (Debatten um) Anpassungen in zentralen sozialpolitischen Feldern während des Kriegs nach. Sie beleuchten auch ihre wechselseitige diskursive Beeinflussung und langfristigen Effekte. Dabei steht die kriegsbedingt eingeführte Verdienstersatzordnung für Militärdienstleistende (EO) im Zentrum: Es wird deutlich, dass ihr Design einerseits jenem Ausgleichskassensystem entlehnt war, das Mitte der 1930er-Jahre für Familienzulagen entwickelt wurde; dass sie andererseits selbst jedoch wiederum zum Testlauf für die 1947 eingeführte AHV wurde und auch den institutionellen Rahmen bot, in den die im Jahr 2004 (!) eingeführte Mutterschaftsversicherung integriert werden konnte. Ein analoges Muster nationaler Umverteilung wurde für die Absicherung bei Arbeitslosigkeit erst 1976 ins Werk gesetzt, für Familienausgleichskassen – immerhin die diskursiven Wegbereiter und institutionellen Vorbilder der EO – gar in Ansätzen erst 2006.

Wofür stehen diese langen Schatten der sozialpolitischen Weichenstellungen während der Kriegs- und ersten Nachkriegsjahre? Zum einen wohl für Kontinuität der Akteurskonstellationen: Wie vor und nach dem Krieg, so verstanden es die Repräsentanten der Wirtschaft auch und gerade unter den spezifischen Bedingungen des Vollmachtregimes während des Kriegs, ihren sozialpolitischen Gestaltungsanspruch zu behaupten. Das hatte die Konsolidierung der ohnehin privatwirtschaftlich dominierten und entsprechend fragmentierten Landschaft der unterschiedlichsten Vorsorgeeinrichtungen zur Folge. Zu einem – aus anderen Ländern bekannten – kriegsbedingten Zentralisierungsschub kam es in der Schweiz (ausser bei EO und AHV) ebenso wenig wie zu einem grundlegenden Modellwechsel im System sozialer Sicherung. Vielmehr verfestigte sich während des Kriegs das spezifisch schweizerische Muster eines delegierenden, von nichtstaatlichen Akteuren abhängigen Sozialstaats.

Zum anderen stehen die sozialpolitischen Grundsatzentscheidungen in den Jahren 1938–1948 für die beachtliche Beharrungskraft normativer gesellschaftlicher Leitbilder und für die Aufrechterhaltung bekannter struktureller Selektions- und Exklusionsmechanismen: So orientierten sich sowohl die bereits existierenden als auch die in diesem Zeitraum etablierten Sozialversicherungen unübersehbar am traditionellen männlichen Ernährermodell. An der Bewahrung solch konservativer Geschlechterhierarchien änderte die kriegsbedingt vorübergehend deutlich stärkere Erwerbsbeteiligung von Frauen ebenso wenig wie die – institutionell durchaus bemerkenswerte – Gleichstellung der gewerkschaftlichen Arbeitslosenkassen mit jenen in öffentlicher und paritätischer Trägerschaft im Jahr 1942.

War der Krieg nun Schrittmacher im Sinn Prellers – oder Strukturfestiger? Insgesamt, das heisst bei Einbezug ihrer Leitbilder, Institutionen und sozialen Effekte, überwogen wohl zwischen 1938 und 1948 die Kontinuität wahrenden Elemente in der schweizerischen Sozialpolitik. Zu nachhaltigen, über die Kriegszeit hinausweisenden Umbrüchen kam es im Kriegsjahrzehnt nur bei EO und AHV, während die Entwicklungen auf anderen Gebieten (Lohn- und Beschäftigungspolitik, Pensionskassensystem, Arbeitslosen-, Kranken-, Invaliden und Unfallversicherung, Familienpolitik) in ihren Wirkungen zumindest begrenzt blieben, oft ambivalent oder nur temporärer Natur waren. Keineswegs auf allen Feldern kam es in der Schweiz zu jenem sozialpolitischen Umbruch, der dem Band seinen Titel gab. Angesichts der heterogen Entwicklungsmuster hätte sich ein Fragezeichen hinter der Buchüberschrift angeboten: Umbruch an der «Inneren Front»? Antwort: ein entschiedenes Sowohl-als-auch!

Thilo Fehmel (Leipzig)

Julia Moser
Der schweizerische Wohlfahrtsstaat
Zum Ausbau des sozialen Sicherungssystems 1975–2005

Campus, Frankfurt a. M. 2008, 276 S., € 34,90

Die ganze westliche Welt? – Nein! Ein kleines Land im Herzen Europas hört nicht auf, dem globalen Trend zum Abbau sozialpolitischer Standards Widerstand zu leisten. Mehr noch: die unbeugsamen Schweizer bauen ihren Wohlfahrtsstaat massiv aus in einer Zeit, in der OECD-weit bereits der blosse Erhalt oder gar schon Rückbau bestehender Sozialprogramme dominiert.

Die Schweizer als moderne Gallier? Ja, das ist – persifliert – die Grundaussage des Buchs von Julia Moser. Vielfach begegnet der Leser der Formulierung eines

Ausbaus der wohlfahrtsstaatlichen Sicherung in der Schweiz *gegen den Strom.* Damit läuft die Anlage des Buchs erstens auf einen historischen Vergleich Schweizer Sozialstaatlichkeit zwischen 1975 und 2005, zweitens auf einen Vergleich der Schweiz mit anderen westlichen Wohlfahrtsstaaten hinaus.

Dem Ausbau des sozialen Sicherungssystems der Schweiz zwischen 1975 und 2005 widmet sich das Buch ausführlich. Expansive Reformen überwogen der Autorin zufolge in dieser Zeit. Das auf zentralen Risikofeldern wiederkehrende Reformmuster war die Einführung obligatorischer Versicherungen. Die Ausdehnung der Sicherungsbereiche wurde zudem (teilweise) flankiert von der Erhöhung des Leistungsniveaus. All das hat unbestritten expansiven Charakter, sofern man den Ausbau festmacht an den seit 1975 deutlich erweiterten Leistungskatalogen der sozialen Sicherungsprogramme. Der Aussage, im genannten Zeitraum hätten Inklusions- und Redistributionsgrad der Sozialsysteme deutlich zugenommen, möchte man intuitiv gern zustimmen. Belegt wird diese Entwicklung jedoch nicht. Auch den *Effekten* der Reformen geht die Autorin nicht nach, obwohl doch gerade die Dynamik im Verhältnis von De- und Rekommodifizierung, von sozialen Rechten und ökonomischen Zwängen in der Erforschung wohlfahrtsstaatlichen «Rückbaus» eine zentrale Rolle spielt.

Dass das Buch solche Aussagen nicht treffen kann, liegt an seinem konsequent qualitativen Design. Basierend auf Dokumentenanalysen und Interviews mit Politikern und Wissenschaftlern werden nicht nur detailreich «alle Reformen in den Kernbereichen des schweizerischen Wohlfahrtsstaates seit 1975 erfasst», sondern jeweils auch die Akteurskonstellationen, politischen Diskurse und institutionellen Beharrungskräfte nachgezeichnet. Als die wesentlichen Impulsgeber der Expansion erkennt Moser Gewerkschaften, sozialpolitische Interessengruppen und die Sozialdemokratie. Die Arbeitgeberseite wird hingegen trotz ihres traditionell starken und richtunggebenden Einflusses von der Autorin explizit nicht als wichtig betrachtet. Alles in allem sieht sie die Gründe des Ausbaus im Aufkommen neuer sozialer Risiken beim Übergang zur postindustriellen Gesellschaft, denen das Nachkriegssystem sozialer Sicherung nicht mehr gewachsen war.

Freilich kam auch in der Schweiz die sozialstaatliche Expansion spätestens Mitte der 1990er-Jahre an ihr Ende. Das Ausbleiben der Schubumkehr erklärt die Autorin primär mit strukturellen Pfadabhängigkeiten infolge der hohen Vetospielerdichte im stark föderal und direktdemokratisch geprägten politischen System der Schweiz. Doch bleiben Fragen: Liesse sich dieser «Sperrklinkeneffekt» als Status-quo-Stabilisator nicht auch schon an Zeitraum und Art der *Expansion* belegen (zum Beispiel durch Einbezug der Arbeitgeber in die Analyse)? Und erhöht nicht die von Moser selbst angesprochene abnehmende Bedeutung der vorparlamentarischen Phase der Gesetzgebung, also der Einflussverlust ausserparlamentarischer Akteure, die Chance auf drastischere, status-quo-fernere sozialpolitische Anpassungen?

Weder Expansion noch Stagnation werden mit Zahlen untermauert. Moser zufolge sei zum Beispiel die Sozialquote aufgrund vielfältiger Randbedingungen wenig aussagefähig. Doch gerade für die Darstellung langer Zeiträume böte sich dieser Indikator an. Seine Verwendung hätte ebenso unaufwändig wie deutlich zutage gebracht, dass sich der Ausgabenanstieg im Untersuchungszeitraum vor allem in den Bereichen Gesundheitsversorgung und Altersvorsorge (jenseits der AHV) vollzog. Auch wäre der Autorin dadurch aufgefallen, dass sich der erste

grosse sozialpolitische Expansionsschub in der Schweiz nach dem Krieg akkurat zwei Jahre vor dem von ihr gewählten Untersuchungszeitraum vollzog. Das wird mit keinem Wort erwähnt, wie überhaupt die Geschichte des schweizerischen Wohlfahrtsstaats bis 1975 auf gerade 4½ Seiten abgehandelt wird.

Schliesslich hätten auch nur quantitative Indikatoren die zweite These (Ausbau *gegen den Strom*) belegen können. Die zieht sich durch das ganze Buch, gibt gar der Zusammenfassung den Titel. Das ändert nichts daran, dass sie falsch ist! Zu einem nennenswerten sozialstaatlichen Rück- bzw. ausgabenbegrenzenden Umbau kam es bis 2005 innerhalb der OECD nur in Skandinavien. Von allen anderen westlichen Industrienationen unterscheidet sich die Schweiz also nicht in der Richtung, sondern «nur» in der Intensität der sozialpolitischen Entwicklung. Moser räumt das zwar eingangs selbst ein, besteht aber auf ihrer Gegenstrom-These. Ein dafür unverzichtbarer, solider internationaler Vergleich fehlt. Die Autorin beschränkt sich auf 4½ über Einleitung und Fazit verteilte Seiten, entdeckt dabei Parallelen der Schweiz mit Australien, Griechenland, Portugal und Spanien, regt daraufhin an, den «Ausbaugrad eines Wohlfahrtsstaates als intervenierende Variable der Wirkungsrichtung sozioökonomischer Antriebskräfte» ernst zu nehmen – verfolgt diesen interessanten Gedanken aber nicht weiter.

So wird das eigentlich Besondere der Schweiz fast übersehen: ihre sozialpolitische Verspätung und der Umstand, dass hier binnen zweier Jahrzehnte ein sozialpolitisches Ausgabenniveau erreicht wurde, zu dem hin andere Länder sich 50 oder mehr Jahre Zeit nahmen. Der Aufstieg der Schweiz zu einem ausgebauten Wohlfahrtsstaat vollzog sich in wenigen Jahren. Das war ein Kraftakt wahrhaft antik-gauloisen Ausmasses. Aber anders als bei den gallischen Recken sind hier die Zutaten für den Kraft verleihenden Zaubertrank bekannt: Man findet das Rezept – mit etwas Anstrengung – bei Julia Moser.

Thilo Fehmel (Leipzig)